

Haro contre les cumuls

Lourdes pierres dans le jardin du gouvernement Magnette...

Qu'attendent les Wallons du gouvernement de Paul Magnette ? Beaucoup de choses qu'il ne fait pas, à en croire un sondage dévoilé ce mardi par Pierre-Yves Jeholet, chef de groupe MR du Parlement wallon, à la veille des fêtes de Wallonie.

> **Démocratie.** 57 % des sondés estiment que, depuis dix ans, leur vote n'a pas été pris en compte.

> **Élection directe.** Les Wallons ont soif de démocratie. 83 % réclament le droit d'élire directement leur bourgmestre, 78 % celle des candidats sur base de leurs seules voix et non plus de leur place sur la liste, et même 74 % l'élection directe du ministre-président du gouvernement.

> **Droit de vote.** Ils sont par contre nettement plus partagés sur l'abaissement du droit de vote à 16 ans : entre 15 et 23 % selon le niveau de pouvoir concerné, le plébiscite le plus grand concernant les élections communales.

> **Expatriés.** 64 % soutiennent l'idée d'octroyer le droit de vote aux Belges résidant à l'étranger pour les élections régionales.

> **Cumuls.** Paul Magnette (PS) et Maxime Prévot (cdH) sont conspués par une large majorité des sondés : 76 % dénoncent le cumul entre un mandat de bourgmestre et de ministre, comme les deux précités s'en rendent coupables.

> **Compétences.** 66 % soutiennent l'idée d'un plus gros transfert de la Communauté française vers la Région wallonne. Pour 65 %, elle devrait s'occuper de la petite enfance, pour 64 % de la jeunesse, 63 % du patrimoine immobilier, 61 % du sport, 60 % de la culture, 59 % de l'enseignement et 52 % de l'audiovisuel. Une sorte d'acte de décès de la Communauté, quoi !

> **Salaires publics.** 79 % des Wallons estiment que les rémunérations des dirigeants des entreprises publiques sont trop élevées. Et ils sont 97 % à soutenir qu'elles doivent être contrôlées, 90 % plafonnées et 85 % transparentes.

> **Services publics.** 75 % veulent une réduction d'un tiers des fonctions dirigeantes et 93 % une simplification des structures. L'absence de signes religieux quand on est en contact avec la population recueillie, elle, 53 % de soutiens.

> **Provinces.** Surprise : ils ne sont que 51 % à en demander la suppression, même si paradoxalement 58 % avouent ne pas très bien savoir à quoi elles servent...

> **Parcours d'intégration.** Verdict sans appel : les étrangers doivent suivre un parcours obligatoire d'intégration pour 92 % des sondés, avec obligation d'apprendre le français pour 94 %.

> **Fiscalité.** Les Wallons veulent une réforme mais sont partagés. Pour 29 %, elle doit en priorité réduire les droits de succession et de donation ou la taxe de mise en circu-

lation, pour 24 % supprimer la redevance radio-TV, alors que 14 % veulent une baisse du précompte immobilier et 4 % seulement celle des droits d'enregistrement.

> **Chômeurs.** 68 % veulent plus de contrôles des chômeurs et 58 % l'abandon de la durée minimale du chômage avant de bénéficier d'une aide à l'emploi.

> **Social.** 81 % voudraient rendre l'accès aux logements sociaux temporaire et 70 % une modulation des allocations familiales en fonction des revenus des parents.

> **Routes.** Autoroutes, routes régionales et communales arrivent à égalité comme investissements prioritaires. Il se trouve tout de même 28 % des sondés prêts à payer plus pour que ça s'améliore. Car 92 % trouvent les routes dans un état désastreux, 91 % pestent contre les travaux continus, qui sont inutiles pour 74 %.

> **Grèves.** 87 % exigent un service minimum des services publics en cas de grève et 63 % l'interdiction des mouvements sauvages, sous peine de sanction pour 53 %. ■

CHRISTIAN CARPENTIER

À NOTER Sondage Ipsos sur 2.002 Wallons du 17 au 28 août. Marge d'erreur : 2,2 %

74 % VEULENT DES ALLOCATIONS FAMILIALES EN FONCTION DES REVENUS

PARCOURS D'INTÉGRATION

« On va demander l'urgence »

Que va faire le MR wallon de tous ces enseignements ? « On va bien entendu en tenir compte, d'autant qu'ils nous confortent sur une série de propositions déjà faites », résume leur chef de groupe, Pierre-Yves Jeholet.

« Pour nous, la priorité va au parcours d'intégration obligatoire des primo-arrivants. Cette semaine, en conférence des prési-

dents, nous demanderons l'urgence sur l'examen de notre proposition en la matière », indique-t-il.

Pour le reste, s'il ne « partage pas toutes les idées, dont celle de lier les allocations familiales aux revenus », il en retient surtout qu'« il faut simplifier le paysage francophone : il y a une lasagne qui provoque une invisibilité, et

nous devons y remédier ».

En attendant, ce sondage va continuer à vivre. Le parti a en effet ouvert un site internet (www.so-what.today), sur lequel « les Wallonnes et les Wallons peuvent continuer à s'exprimer et à voter, afin qu'un maximum de personnes puisse donner son opinion », explique M. Jeholet. ■

CH. C.